

## Les marchés publics comme outil pour favoriser la transition vers un système alimentaire durable

Question de recherche : Comment une ville d'environ 100 000 habitants peut-elle soutenir un système alimentaire plus durable, de manière très concrète, alors que la plupart des politiques agricoles relèvent des compétences nationales et cantonales ? Existe-t-il des programmes de marchés publics utilisés dans ce sens ?

Étude de cas : la ville de Lausanne, en Suisse

Un programme de marchés publics appelé "Plan de restauration collective durable", a été lancé en 2015. Il vise environ 1,3 million de repas par an par 39 producteurs de repas (1/3 en gestion directe par la ville et 2/3 en gestion concédée) dans 45 sites de production de repas. Les repas sont ensuite distribués dans 163 sites de consommation : crèches, réfectoires et cafétérias.

Les objectifs de la première phase de ce plan étaient les suivants

1. Proximité et traçabilité géographique : 70 % de l'approvisionnement dans un rayon de 70 km autour de la ville d'ici 2017
2. Étiquettes et méthodes de production : 1/3 de la fourniture avec une étiquette d'ici 2017 Economic performance / direct management
  - a. Equilibre des budgets alloués sur 2 ans
  - b. Déchets alimentaires / gestion directe / concédée
4. Qualité nutritionnelle : Conformité à la Société suisse de nutrition en fonction de l'âge des groupes cibles
5. Journée hebdomadaire du végétarisme

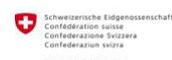
Les défis et les opportunités identifiés comme pertinents pour un changement vers un système alimentaire durable après cette première phase ont été :

1. Cette offre locale est passée de 36,5 à 54,7%, ce qui a amené l'administration à conclure que l'objectif de 70% était estimé et non basé sur une étude de faisabilité, que ce chiffre n'est pas si mauvais par rapport aux autres villes et que les chaînes d'approvisionnement locales ne sont pas assez développées pour répondre avec régularité aux besoins de la restauration collective. Ce problème spécifique est accentué par la différence entre les besoins de la restauration collective et la disponibilité des produits locaux et les tensions sur le marché dues à la demande accrue de produits locaux, principalement accaparés par la grande distribution.

Organisateurs

Co-organisateurs

Sponsors





Origine  
Diversité  
Territoires

[Gaëlle Bigler]  
[FRACP / URGENCI], [Suisse]  
Forum Origine, Diversité et Territoires  
[Atelier n°2], [Session n°3b]



2. L'organisation du marché alimentaire suisse est très centralisée. La traçabilité n'est donc pas assurée par la grande distribution, ce qui rend les chiffres difficiles à obtenir.
3. Une opportunité s'est présentée dans le fait que la politique d'achat des chefs impliqués dans ce plan était décentralisée, les aidant à acheter de plus petites quantités de produits labellisés et/ou cultivés localement.
4. Il faut souligner que même si la part des produits avec un label est passée de 40 à 52%, la part des produits avec un label biologique n'est que de 3,65% ! L'explication classique en termes de prix et de quantité disponible a été donnée.

Conclusion :

Face à de tels défis, ce plan de restauration collective a un impact sur le système alimentaire de la restauration locale mais ne changera pas radicalement le système alimentaire local. Mais un certain espoir réside dans un autre levier d'action, sa politique agricole urbaine : "Des balcons aux champs".

Ce plan d'agriculture urbaine est lié à l'une des spécificités de cette ville, à savoir sa propriété de : 900 hectares de terres agricoles, 9 fermes et une centaine de parcelles agricoles, 5 vignobles, 10 hectares de potagers, 15 jardins familiaux et 360 hectares de parcs et jardins.

Elle englobe les axes fixes :

- Développer quelques projets durables avec les agriculteurs,
- Développer certains parcs d'agglomération pour les transformer en espaces agricoles locaux et productifs qui seraient accessibles à la population pour ses loisirs,
- Soutenir la politique municipale de restauration collective par l'émergence d'activités agricoles intégrées de proximité et soutenir des projets innovants de transformation et de distribution destinés à la population.
- Sensibiliser, informer la population et développer un réseau en Suisse et à l'étranger pour créer des liens entre ville et campagne.

Ou, comme le disent Rémi Schweizer et Cyril Mumentahler : "la Ville de Lausanne, en tant que bassin de consommation, propriétaire de terres agricoles, exploitant agricole et garant de la qualité de vie de ses habitants, a un rôle à jouer pour proposer des alternatives, trouver des solutions innovantes et soutenir ainsi les agriculteurs locaux. La politique agricole de la Ville de Lausanne peut donc jouer un rôle complémentaire aux solutions incluses dans les politiques agricoles nationales et cantonales. Une approche basée sur des partenariats avec les agriculteurs, le canton, la Confédération,

Organisateurs



Co-organisateurs



les acteurs privés et la société civile est la meilleure façon d'utiliser les ressources, les moyens et les compétences disponibles.

Enfin, pour Lausanne, l'agriculture urbaine est un outil ou une approche pour parvenir à des mesures concrètes en termes de souveraineté alimentaire à l'échelle de la ville sans essayer d'atteindre la sécurité alimentaire à cette même échelle. En effet, Lausanne ne dispose pas des moyens pour atteindre la sécurité alimentaire de sa population. Cette question est traitée à l'échelle nationale. Mais les habitants de Lausanne peuvent définir la politique agricole à leur niveau en tant que citoyens, habitants et consommateurs".

### Référence bibliographiques :

- Miranda, Ana, FAO, December 2018. *Public food procurement from smallholder farmers, literature review and best practices*, working paper n°176.
- Foodlinks, *Revaluing Public Sector Food Procurement in Europe : An Action Plan for Sustainability*. [https://base.socioeco.org/docs/foodlinks\\_report\\_low.pdf](https://base.socioeco.org/docs/foodlinks_report_low.pdf)
- De Schutter, Olivier, April 2014. *The Power of Procurement, Public Purchasing in the Service of Realising the Right to Food*, Briefing note 08. Louvain-la-Neuve, Belgium : United Nations Special Rapporteur on the Right to Food. [http://srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20140514\\_procurement\\_en.pdf](http://srfood.org/images/stories/pdf/otherdocuments/20140514_procurement_en.pdf) Accessed in May, 2020.
- Office Fédéral de la Statistique
- Rémi Schweizer and Cyril Mumenthaler, « Agriculture urbaine et souveraineté alimentaire à Genève (Suisse), machines à consentement ou moteurs d'hybridation du référentiel agricole dominant ? », Vertigo – la revue électronique en sciences de l'environnement, Volume 17, numéro 3, Décembre 2017.
- Chappuis J-M., Barjolle D., Eggenschwiler Ch. *L'agriculture dans son nouveau rôle*, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, Première édition 2008.
- [www.Lausanne.ch/statistique](http://www.Lausanne.ch/statistique)
- Rapport-préavis n° 2018/09 « Politique agricole urbaine : des balcons aux champs »
- Rapport préavis n°2019/42 Bilan et perspectives du plan d'action pour une restauration collective municipale avec une haute qualité nutritionnelle, environnementale et sociale (plan RCD)

#### Organisateurs



#### Co-organisateur



#### Sponsors

